



**KPMG Sénégal S.A.  
Avec Conseil d'Administration**

Immeuble Horizons S.A.  
83, Boulevard de la République  
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27  
Télécopie : + 221 33 822 17 02  
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE  
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA  
GESTION 2013**

**GROUPE III  
OBSERVATOIRE DE LA QUALITE DES  
SERVICES FINANCIERS (OQSF)**

**RAPPORT DEFINITIF**

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION  
DES MARCHES PUBLICS  
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal**

*Ce document contient 30 pages (incluant celle-ci)*

*Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/578*



## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE</b>	<b>5</b>
<b>1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION</b>	<b>5</b>
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
<b>2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS</b>	<b>8</b>
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
<b>3. SYNTHESE DE LA REVUE</b>	<b>14</b>
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	17

<b>3.2.5</b>	<b>Marchés de prestations intellectuelles</b>	<b>17</b>
<b>3.2.6</b>	<b>Marchés conclus par DRP</b>	<b>17</b>
<b>3.2.7</b>	<b>Marchés passés par Entente Directe</b>	<b>19</b>
<b>3.2.8</b>	<b>Avenants</b>	<b>19</b>
<b>3.2.9</b>	<b>Evaluation des fractionnements potentiels</b>	<b>19</b>
<b>3.2.10</b>	<b>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</b>	<b>19</b>
<b>3.3</b>	<b>Constats relatifs à l'exécution financière</b>	<b>19</b>
<b>3.4</b>	<b>Constats relatifs à l'Inspection physique</b>	<b>19</b>
<b>4.</b>	<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>20</b>
<b>5.</b>	<b>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</b>	<b>23</b>
<b>6.</b>	<b>STATISTIQUES DES ANOMALIES</b>	<b>24</b>
<b>7.</b>	<b>ANNEXE</b>	<b>25</b>
<b>7.1</b>	<b>Réponses de l'Autorité Contractante</b>	<b>25</b>
<b>7.2</b>	<b>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>30</b>

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>ANO</b>	Avis de non objection
<b>APIX</b>	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
<b>AOO</b>	Appels d'Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'Offre Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CDC</b>	Caisse de Dépôt et de Consignation
<b>CFAA</b>	Country Financial Accountability Assessment
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
<b>COA</b>	Code d'Obligation de l'Administration
<b>CPAR</b>	Country Procurement Accountability Review
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DN</b>	Document non obtenu
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MO</b>	Maître d'Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d'Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>OQSF</b>	L'Observatoire de la Qualité des Services Financiers
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

# SYNTHESE

## 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







### 1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

### 1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

### 1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend les **objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

### 1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

## 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

### 2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

#### 2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;
- ✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :
  - Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
  - Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
  - Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;



- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d’engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d’Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l’article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l’article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n’est pas requis de garantie de soumission pris en application de l’article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l’article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d’application du CMP.

### **2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel**

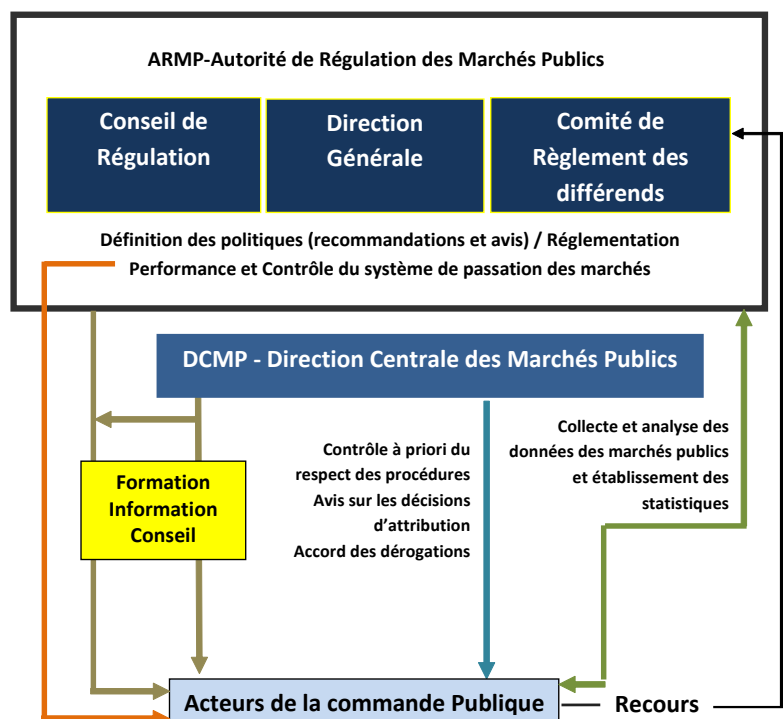
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l’Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

#### ✚ l’Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l’Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l’Administration et est dotée de l’autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l’ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



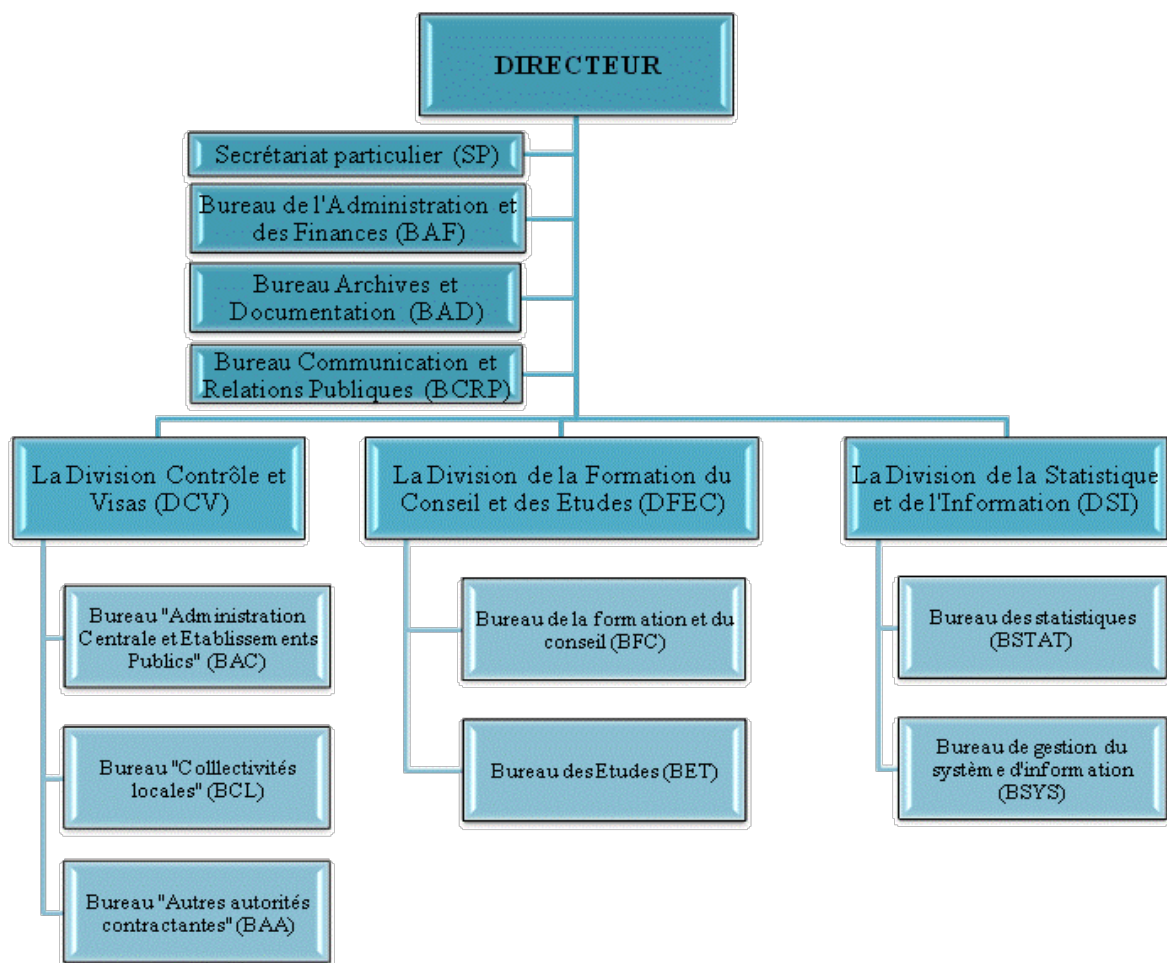
#### la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

## 2.1.2 Principes

### 2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

### 2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>1</sup> / SA <sup>2</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000






<sup>1</sup> Sociétés Nationales

<sup>2</sup> Sociétés Anonymes

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.





### 2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

-  appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
-  appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
-  appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
-  appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
-  appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

-  l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
-  la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
-  la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
-  les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

### **3. SYNTHÈSE DE LA REVUE**

#### **3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

##### **3.1.1 Présentation de l'autorité contractante**

L'Observatoire de la Qualité des Services Financiers est une instance consultative chargée d'examiner toutes les questions relatives à l'amélioration de la qualité de la relation entre les opérateurs de services financiers et les usagers et de proposer toutes les mesures appropriées dans ce domaine, notamment sous forme de recommandations. L'OQSF est une structure rattachée au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, administrée par un Secrétaire exécutif et un Conseil d'Orientation dans lequel sont représentées les autorités en charge du suivi du secteur financier (Ministère de l'Economie et des Finances, BCEAO), les associations professionnelles des opérateurs financiers, les associations consoméristes et des personnalités indépendantes.

L'Observatoire a pour objectif d'assurer :

- le suivi de la qualité des services rendus à la clientèle par les institutions visées à l'article 2 ;
- l'information et le renseignement du public sur les services financiers ;
- l'élaboration de publications périodiques sur les services financiers ;
- l'établissement de guides de référence pour les services financiers en vue de les vulgariser auprès du public et de diffuser les meilleures pratiques en la matière ;
- la formulation de recommandations portant.

##### **3.1.2 Commission des marchés**

L'Observatoire de la Qualité des Services Financier a mis en place une commission interne des marchés, chargée du dépouillement, de l'évaluation et de l'attribution des DRP. Or, l'OQSF est un service rattaché au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Par conséquent, l'ouverture, l'évaluation et l'attribution de ses marchés, quelque soit le mode de passation doit être assurée par la Commission des marchés du MEF, sous la supervision de la Cellule de passation des marchés.

La mise en place d'une commission interne sans l'approbation préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics est une violation des dispositions prévues par le CMP et par l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.

Il en découle que les marchés traités par cette commission irrégulière sont frappés de nullité absolue, en vertu de l'article 51 du COA.

##### **3.1.3 Cellule de Passation des marchés**

L'Observatoire de la Qualité des Services Financiers ne dispose pas d'une Cellule de passation des marchés. Dans le cadre de ses appels d'offres, l'Observatoire s'est référé à la Cellule de passation des marchés du Ministère de tutelle (Ministère de l'Economie et des Finances).

##### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Etant donné que l'OQSF est sous l'autorité du MEF, tous les marchés passés à son nom doivent être consignés dans les rapports trimestriels et dans le rapport annuel du MEF.

Néanmoins, l'OQSF ne dispose pas d'une copie de ces rapports pour s'assurer de l'intégration de ses marchés. De plus, nous rappelons ici, que les demandes de renseignements et de prix qui sont passés par une commission interne n'ont pas été transmises au MEF ou à la DCMP pour information, ceci en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

### **3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de passation des marchés obtenu, ne présente pas d'anomalies significatives.

#### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

L'Avis Général de Passation des marchés, ne présente pas d'anomalies significatives.

### **3.1.6 Archivage des dossiers**

L'archivage des dossiers de marchés de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers fait défaut. En effet, nous avons relevé l'absence de documents tels que :

- Les avis d'attributions provisoires et définitives pour les marchés d'appel d'offres ;
- Les offres des soumissionnaires ;
- Les lettres de notifications ;
- Les Bordereaux de livraison et Pv de réception ;
- Les documents de paiements pour l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante.

### **3.1.7 Autres**

Non applicable.

## **3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés**

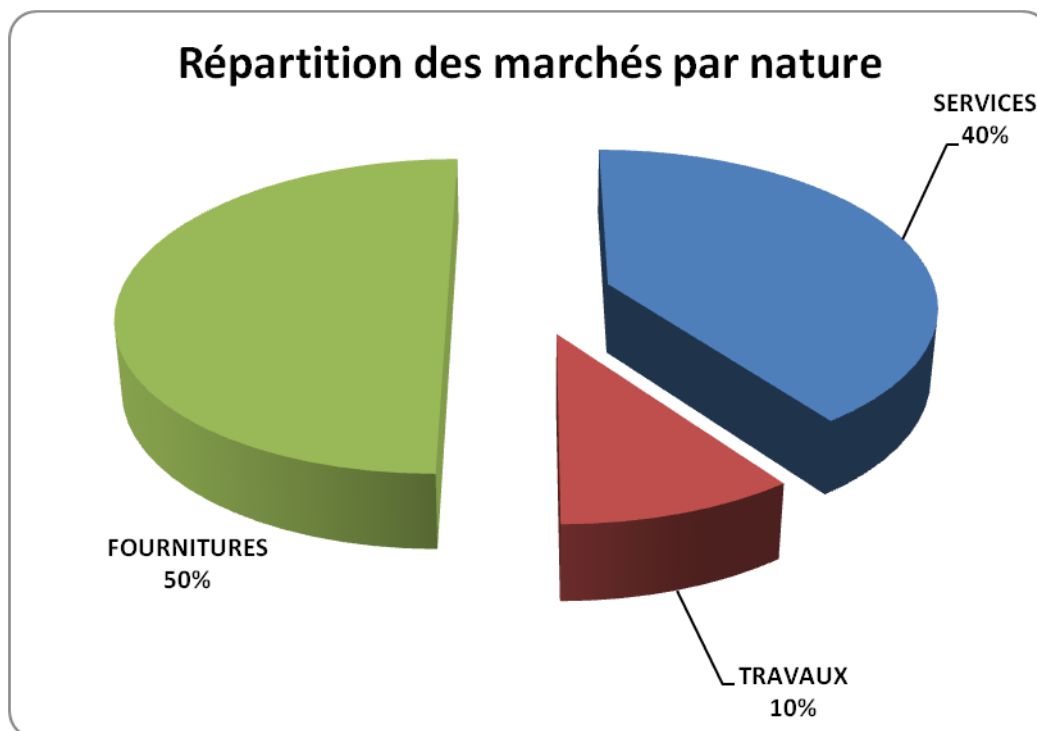
### **3.2.1 Echantillon**

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	2	94 733 305	2	94 733 305	100%	100%
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	8	72 857 441	8	72 857 441	100%	100%
<b>Avenant</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Entente directe (ED)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>167 590 746</b>	<b>10</b>	<b>167 590 746</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 50% de marchés de fournitures pour un montant de 118 564 439 FCFA
- 40% de marchés de services pour un montant de 46 548 885 FCFA
- 10% de marchés de travaux pour un montant de 2 477 422 FCFA



### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité audité

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

### 3.2.3 Marchés conclus par AOO

#### 3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

Non applicable

#### 3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur l'appel d'offres ouvert ci-dessous :

**« Assurance maladie au profit des agents de l'OQSF et de leurs ayants droits », attribué à Axa Assurances, pour un montant de 30 733 305 FCFA :**

- La date de souscription est le 10 décembre 2013 et la date d'approbation est le 02 avril 2014, ce délai nous semble trop long.
- Le DAO a été soumis à la DCMP pour avis. Les observations formulées par la DCMP dans son courrier du 30 juillet n'ont pas été prises en compte. Nous n'avons pas obtenu l'avis de non objection de la DCMP sur la version final du DAO.

### 3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Appel d'Offres Restreint.

### 3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles.

### 3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé sur l'ensemble des DRP revues que la DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP.

En ce qui concerne les DRP ci-dessous, nous avons relevé les constats suivants :

- 1) **DRP : « Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF », attribuée à FERALU.KS, pour un montant de 2 477 422 Fcfa et la DRP « Impressions de divers documents », attribuée à TAYE SECK SERVICE pour un montant de 14 000 000 Fcfa :**
  - Les lettres d'invitations ne mentionnent pas les noms des candidats consultés.
  - Les contrats ne sont pas enregistrés aux impôts. En effet, l'OQSF a transmis par courrier à l'attributaire l'acte d'engagement pour enregistrement en lui priant de bien vouloir retourner un exemplaire enregistré de l'acte d'engagement. Mais nous avons constaté que l'exemplaire enregistré n'a pas été fourni.
- 2) **DRP : « Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie », attribuée à ITECH SARL, pour un montant de 12 564 439 Fcfa et la DRP : « Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2) », attribuée à PLATEFORME ET GENRAL TELECOM, pour un montant de : lot 1 : 3 997 840 Fcfa et lot 2 : 409 492 Fcfa :** les lettres d'invitations ne sont pas datées.
- 3) **DRP : « « Impressions de divers documents », attribuée à TAYE SECK SERVICE pour un montant de 14 000 000 Fcfa » :**
  - Les délais de convocation des membres de la commission des marchés ne sont pas respectés. En effet, la convocation pour l'ouverture des offres est faite le 04 novembre alors que la réunion se tenait le 05.
  - L'offre de TAYE SECK Services, attributaire du marché n'est pas exhaustive. En effet, les documents suivants ont été prévus dans les cahiers des charges au point 6 mais ils n'ont pas été fournis :
    - le bordereau quantitatif.
    - la lettre de soumission,
    - le projet d'acte d'engagement et
    - la prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.
- 4) **DRP : « Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2) », attribuée à PLATEFORME ET GENRAL TELECOM, pour un montant de : lot 1 : 3 997 840 Fcfa et lot 2 : 409 492 Fcfa :**
  - Nous avons constaté une incohérence de dates. En effet, la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation est le 28/11/2013 alors que l'ouverture s'est effectuée le 11 novembre 2013. Le PV d'ouverture quant à lui, mentionne la date et heure limite de dépôt des offres le 04 décembre 2013.
  - Les offres de « ABN et GENERAL EQUIPEMENT » n'ont pas été archivées.
  - Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre.

**DRP : « Fourniture de bureau et d'entretien », attribuée à PACO SEN, pour un montant de 14 000 000 FCFA, DRP : « fourniture de consommables informatiques », attribuée à OUMOU INFORMATIQUE, pour un montant de 14 000 000 FCA et DRP « Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie », attribuée à ITECH SARL, pour un montant de 12 564 439 Fcfa :** sur le délai de validité des offres, le point 9 des Instructions aux Candidats (IC) et la lettre de soumission renvoient tous les deux à la lettre d'invitation qui ne précise aucun délai pour la validité des offres.

Pour les DRP énumérés ci-dessous, nous avons constaté que les ouvertures des offres n'ont pas été faites aux dates précisées dans les lettres d'invitation :

- 1 **DRP : « Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF »** : la date limite de dépôt des offres est prévu dans la lettre d'invitation le 27/09/2013 alors que l'ouverture s'est effectué le 04 novembre 2013. Le PV d'ouverture mentionne à son tour que la date et heure limite de dépôt des offres est fixée le 27 décembre 2013.
- 2 **DRP : « Fournitures et matériel de bureau et d'entretien »** : l'ouverture et l'évaluation des offres ont eu lieu le 04 novembre, alors que les offres ont été reçues depuis le 12 juillet 2013.
- 3 **DRP : « Fournitures de consommables informatiques »** : l'ouverture et l'évaluation des offres ont eu lieu le 04 novembre, alors que les offres ont été reçues depuis le 26 septembre 2013.
- 4 **DRP : « Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie »** : l'ouverture et l'évaluation des offres ont eu lieu le 11 décembre, alors que les offres ont été reçues depuis le 27 novembre 2013.
- 5 **DRP : « Impressions de divers documents »** : la lettre d'invitation qui date du 20 août 2013 précisait que le dépôt des offres, sera immédiatement suivi de l'ouverture des plis aux dates et heure limite à savoir le 27 août 2013. Or l'ouverture et l'évaluation des offres n'ont eu lieu que le 04 novembre 2013 soit deux mois et une semaine après.

### 3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Entente Directe.

### 3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'Avenants.

### 3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

### 3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Nous n'avons pas relevé de marché ayant l'objet de recours.

## 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Les documents attestant de l'exécution du marché n'ont pas été fournis pour les marchés suivants :

- 1 AOO : Acquisition de 4 véhicules à 4 roues motrices
- 2 AOO : Assurance maladie au profit des agents de l'OQSF et de leurs ayants droits
- 3 DRP Impressions de divers documents
- 4 DRP Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2)
- 5 DRP Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF
- 6 DRP Fournitures de consommables informatiques

## 3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Les marchés de l'OQSF n'ont pas fait l'objet d'un audit physique.

## 4. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
<b>Dispositif Organisationnel</b>		
1	<p>L'Observatoire de la Qualité des Services Financier a mis en place une commission interne des marchés, chargée du dépouillement, de l'évaluation et de l'attribution des DRP. Or, l'OQSF est un service rattaché au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Par conséquent, l'ouverture, l'évaluation et l'attribution de ses marchés, quelque soit le mode de passation doit être assurée par la Commission des marchés du MEF, sous la supervision de la Cellule de passation des marchés.</p> <p>La mise en place d'une commission interne sans l'approbation préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics est une violation des dispositions prévues par le CMP et par l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.</p> <p>Il en découle que les marchés traités par cette commission irrégulière sont frappés de nullité absolue, en vertu de l'article 51 du COA.</p>	<p>Nous recommandons à l'Observatoire de se référer à la Commission des marchés du MEF qui est la seule habilité à dépouiller, évaluer et attribuer les marchés de l'OQSF et ceci, quelque soit le mode de passation des marchés.</p> <p>Dans le cas contraire, obtenir l'approbation de la DCMP pour mettre en place une Commission interne..</p>
2	<p>Les demandes de renseignements et de prix qui sont passées par une commission interne n'ont ni été transmises au MEF pour intégration dans les rapports trimestriels et le rapport annuel, ni à la DCMP pour information.</p>	<p>Nous recommandons à l'OQSF de respecter les dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011- 1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics et l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.</p>
<b>AOO</b>		
1	<p><b>Pour l'AOO : « Assurance maladie au profit des agents de l'OQSF et de leurs ayants droits » :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de souscription est le 10 décembre 2013 et la date d'approbation le 02 avril 2014, ce délai nous semble trop long.</li> </ul>	<p>Nous recommandons à l'OQSF de traiter les différentes étapes de la passation de marchés dans les meilleurs délais.</p>
2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le DAO avait été soumis à l'avis de la DCMP. Les observations obtenues de la DCMP dans son courrier du 30 juillet 2013 n'ont pas été prises en compte et l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO final n'a pas été mis à notre disposition.</li> </ul>	<p>Nous recommandons à l'OQSF de prendre en compte les observations de la DCMP et de ne soumettre le DAO aux candidats qu'une fois l'avis de la DCMP obtenu.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
3	- La garantie de bonne exécution demandée au point 3.9 du cahier des clauses administratives particulières, n'a pas été mise à notre disposition.	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et de transmettre les pièces aux auditeurs en cas de besoin.
<b>DRP</b>		
1	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP	Nous recommandons à l'OQSF d'informer la DCMP de l'attribution des DRP conformément à l'article 78 du code des marchés publics.
2	Le point 9 des Instructions aux Candidats (IC) sur le délai de validité des offres ainsi que la lettre de soumission renvoient tous les deux à la lettre d'invitation qui ne précise aucun délai pour la validité des offres.	Nous recommandons à l'OQSF de s'assurer que les instructions données aux candidats sont cohérentes dans tous les documents constituant le dossier de marché.
3	Pour les DRP : « <b>Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF</b> » et <b>Impressions de divers documents</b> », les lettres d'invitations ne mentionnent pas les noms des candidats consultés.	Nous recommandons à l'OQSF de se conformer aux instructions de la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant mise en œuvre des DRP qui stipule que la lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés.
4	Pour les DRP : « <b>Impressions de divers documents</b> » et ; <b>DRP « Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF »</b> les contrats de ces DRP ne sont pas enregistrés au niveau des impôts.	Nous recommandons à l'OQSF de s'assurer que l'enregistrement des contrats est bien fait par l'attributaire qui en a la charge conformément à l'article 149 du CMP.
5	Pour les DRP : « <b>Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie</b> » et « <b>Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2)</b> », les lettres d'invitations ne sont pas datées.	Nous recommandons à l'OQSF de dater toutes les lettres d'invitations.
6	Pour la DRP : « <b>Impressions de divers documents</b> » : <ul style="list-style-type: none"> <li>les délais de convocation des membres de la Commission des marchés ne sont pas respectés. En effet, la convocation pour l'ouverture des offres est faite le 04 novembre alors que la réunion se tenait le 05 novembre 2013.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF conformément à l'article 39 du Code des marchés publics d'adresser les convocations aux réunions des commissions des marchés au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.
7	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'offre de TAYE SECK Services, attributaire du marché n'est pas exhaustive.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et de fournir en cas de besoin les pièces demandées par les auditeurs.
8	Pour les DRP : « <b>Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2)</b> » : <ul style="list-style-type: none"> <li>nous avons constaté une incohérence de dates. En effet, la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation est le 28/11/2013 alors que l'ouverture a lieu le 11 novembre 2013. Le PV d'ouverture quand à lui, mentionne la date du 04 décembre 2013.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF de veiller à la cohérence des dates sur tous les documents de marchés et de procéder à l'ouverture des offres à date et heure limite prévues dans les lettres d'invitation conformément à l'article 67 du CMP en vigueur.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
9	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour Général Telecom, attributaire du lot 2, nous n'avons obtenu aucun document de réception.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et de fournir en cas de besoin les pièces demandées par les auditeurs.
10	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les offres de « ABN et GENERAL EQUIPEMENT », n'ont pas été obtenue, les lettres de notification de rejet n'ont pas été obtenues</li> </ul>	
11	Pour les <b>DRP : « Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF », <b>DRP : « Fournitures et matériel de bureau et d'entretien », « DRP Fournitures de consommables informatiques », « DRP Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie » et DRP : « Impressions de divers documents »</b></b> : nous avons constaté que les ouvertures des offres n'ont pas été faites aux dates précisées dans les lettres d'invitation.	Nous recommandons à l'OQSF de procéder à l'ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report conformément aux dispositions de l'article 67 du code des marchés publics.
<b>ARCHIVAGES</b>		
1	L'archivage des dossiers de marchés de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers n'est pas exhaustif.	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés.

## 5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 20112	Niveau d'application
La mise en place pour les DRP, d'une commission interne des marchés en dehors de toutes dispositions du Code des Marchés Publics.	Non résolu
Non précision de la date d'établissement des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires pour les DRP.	Non résolu
Défaut de la vérification de la qualification des candidats au moment de l'évaluation des offres.	Non résolu
Défaillance du dispositif d'archivage.	Non résolu
Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics.	Non résolu

## 6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Observations de la DCMP ne sont pas prises en compte	1		1	50%
Absence de publication de l'avis d'attribution provisoire	2		2	100%
Absence de publication de l'avis d'attribution définitive	2		2	100%
Violation de l'article 67 sur l'ouverture des offres		8	8	100%
Absence de communication à la DCMP des DRP attribuées		8	8	100%
Dossiers de marchés non exhaustifs	2	8	10	100%



## 7. ANNEXE

### 7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l' OQSF
<b>Dispositif Organisationnel</b>			
1	<p>L'Observatoire de la Qualité des Services Financier a mis en place une commission interne des marchés, chargée du dépouillement, de l'évaluation et de l'attribution des DRP. Or, l'OQSF est un service rattaché au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Par conséquent, l'ouverture, l'évaluation et l'attribution de ses marchés, quelque soit le mode de passation doit être assurée par la Commission des marchés du MEF, sous la supervision de la Cellule de passation des marchés.</p> <p>La mise en place d'une commission interne sans l'approbation préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics est une violation des dispositions prévues par le CMP et par l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.</p> <p>Il en découle que les marchés traités par cette commission irrégulière sont frappés de nullité absolue, en vertu de l'article 51 du COA.</p>	<p>Nous recommandons à l'Observatoire de se référer à la Commission des marchés du MEF qui est la seule habilité à dépouiller, évaluer et attribuer les marchés de l'OQSF et ceci, quelque soit le mode de passation des marchés.</p> <p>Dans le cas contraire, obtenir l'approbation de la DCMF pour mettre en place une Commission interne.</p>	<p>La recommandation nous avait été faite lors de l'audit des marchés de la gestion 2012. Nous l'avions acceptée même si une relecture combinée des articles 2.1.d du CMP et 16 du décret 2009-95 portant création de l'OQSF nous autorise à avoir une commission des marchés au sein de l'OQSF.</p> <p>Nous n'avons pas eu le temps de mettre en œuvre la recommandation parce qu'elle nous a été faite après le lancement des marchés concernés.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l' OQSF
2	Les demandes de renseignements et de prix qui sont passées par une commission interne n'ont ni été transmises au MEF pour intégration dans les rapports trimestriels et le rapport annuel, ni à la DCMP pour information.	Nous recommandons à l'OQSF de respecter les dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics et l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Recommandation acceptées. Les corrections nécessaires sont entreprises.
<b>AOO</b>			
3	<b>Pour l'AOO : « Assurance maladie au profit des agents de l'OQSF et de leurs ayants droits » :</b> - la date de souscription est le 10 décembre 2013 et la date d'approbation le 02 avril 2014, ce délai nous semble trop long.	Nous recommandons à l'OQSF de traiter les différentes étapes de la passation de marchés dans les meilleurs délais.	Au vu de la nature des prestations attendues 'assurance maladie', la longueur de délai est d'abord défavorable à l'OQSF.
4	- Le DAO avait été soumis à l'avis de la DCMP. Les observations obtenues de la DCMP dans son courrier du 30 juillet 2013 n'ont pas été prises en compte et l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO final n'a pas été mis à notre disposition.	Nous recommandons à l'OQSF de prendre en compte les observations de la DCMP et de ne soumettre le DAO aux candidats qu'une fois l'avis de la DCMP obtenu.	Le DAO final vous est transmis en annexe.
5	- La garantie de bonne exécution demandée au point 3.9 du cahier des clauses administratives particulières, n'a pas été mise à notre disposition.	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et de transmettre les pièces aux auditeurs en cas de besoin.	Recommandation acceptée. Les régularisations sont entreprises
<b>DRP</b>			
1	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP	Nous recommandons à l'OQSF d'informer la DCMP de l'attribution des DRP conformément à l'article 78 du code des marchés publics.	Recommandation acceptée.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l' OQSF
2	Le point 9 des Instructions aux Candidats (IC) sur le délai de validité des offres ainsi que la lettre de soumission renvoient tous les deux à la lettre d'invitation qui ne précise aucun délai pour la validité des offres.	Nous recommandons à L'OQSF de s'assurer que les instructions données aux candidats sont cohérentes dans tous les documents constituant le dossier de marché.	Recommandation acceptée
3	Pour les <b>DRP : « Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF » et Impressions de divers documents</b> », les lettres d'invitations ne mentionnent pas les noms des candidats consultés.	Nous recommandons à l'OQSF de se conformer aux instructions de la circulaire 0004/PM/CAB/CP portant mise en œuvre des <b>DRP</b> qui stipule que la lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés.	En réalité l'OQSF adresse aux candidats consultés un dossier complet comprenant la lettre d'invitation à laquelle est annexée la liste des candidats qui tient de décharge. Ce document est disponible et a été consulté par vos soins.
4	Pour les <b>DRP : « Impressions de divers documents » et ; <b>DRP « Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF »</b></b> les contrats de ces <b>DRP</b> ne sont pas enregistrés au niveau des impôts.	Nous recommandons à l'OQSF de s'assurer que l'enregistrement des contrats est bien fait par l'attributaire qui en a la charge conformément à l'article 149 du CMP.	Recommandation acceptée
5	Pour les <b>DRP : « Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie » et « Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2) »</b> , les lettres d'invitations ne sont pas datées.	Nous recommandons à l'OQSF de dater toutes les lettres d'invitations.	Le dossier transmis aux candidats l'est sous forme de courrier dont les dates d'envoi sont mentionnées dans le registre 'courrier départ'
6	Pour la <b>DRP : « Impressions de divers documents » :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>les délais de convocation des membres de la Commission des marchés ne sont pas respectés. En effet, la convocation pour l'ouverture des offres est faite le 04 novembre alors que la réunion se tenait le 05 novembre 2013.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF conformément à l'article 39 du Code des marchés publics d'adresser les convocations aux réunions des commissions des marchés au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.	Lorsque, pour une raison définie l'ouverture des plis ne peut avoir lieu aux dates et heures prévues, les offres dument consignée dans un procès verbal de dépôt, signé par les candidats et arrêté par le président de la cellule des marchés, sont conservées dans un coffre.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l' OQSF
7	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'offre de TAYE SECK Services, attributaire du marché n'est pas exhaustive.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et de fournir en cas de besoin les pièces demandées par les auditeurs.	L'offre du fournisseur Taye Seck Services est bien exhaustive. Voir annexe
8	<p>Pour les DRP : « <b>Maintenance informatique (lot 1) et téléphonique (lot 2)</b> » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>nous avons constaté une incohérence de dates. En effet, la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation est le 28/11/2013 alors que l'ouverture s'est effectuée le 11 novembre 2013. Le PV d'ouverture quand à lui, mentionne la date du 04 décembre 2013.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF de veiller à la cohérence des dates sur tous les documents de marchés et de procéder à l'ouverture des offres à date et heure limite prévues dans les lettres d'invitation conformément à l'article 67 du CMP en vigueur.	Il s'agit bien sur d'une erreur car la date d'ouverture des plis ne peut être antérieure à la date réception des offres, dument consignée dans un procès verbal de dépôt, signé par les candidats et arrêté par le président de la cellule des marchés.
9	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour Général Telecom, attributaire du lot 2, nous n'avons obtenu aucun document de réception.</li> </ul>	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et de fournir en cas de besoin les pièces demandées par les auditeurs.	Il s'agit de prestations continue de maintenance téléphonique.
10	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les offres de « ABN et GENERAL EQUIPEMENT », n'ont pas été obtenues.</li> <li>Les lettres de notification de rejet n'ont pas été obtenues</li> </ul>		Les documents sont disponibles et vous sont transmis en annexe.
11	<p>Pour les DRP : « <b>Aménagement complémentaire des locaux de l'OQSF</b> », DRP : « <b>Fournitures et matériel de bureau et d'entretien</b> », « <b>DRP Fournitures de consommables informatiques</b> », « <b>DRP Fournitures de logiciels de comptabilité et de paie</b> » et DRP : « <b>Impressions de divers documents</b> » : nous avons constaté que les ouvertures des offres n'ont pas été faites aux dates précisées dans les lettres d'invitation.</p>	Nous recommandons à l'OQSF de procéder à l'ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report conformément aux dispositions de l'article 67 du code des marchés publics.	Conformément a nos procédures de passation de marché, largement inspirées par celles du MEF, lorsque pour l'ouverture des plis ne peut avoir lieu le jour et la date prévus, les plis après enregistrement, sont conservées dans un coffre fermé jusqu'à la date d'ouverture. Nous acceptons la recommandation et la mettrons en œuvre lors les prochains marchés.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l' OQSF
<b>ARCHIVAGE</b>			
1	L'archivage des dossiers de marchés de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers n'est pas exhaustif.	Nous recommandons à l'OQSF d'assurer le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics conformément à la résolution n°23/09 relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés.	Recommandation acceptée.

## **7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante**

Nous prenons actes des commentaires et des documents fournis par l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers.